



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Sécurité maritime**

**Le Togo accueille à nouveau les exercices navals Obangame Express**

*Après 2022, le Togo va de nouveau accueillir les Obangame Express, édition 2024. Ces exercices navals prévus du 11 au 16 mai, sont organisés par le ...* • (Page 04)

**Elections consulaires**

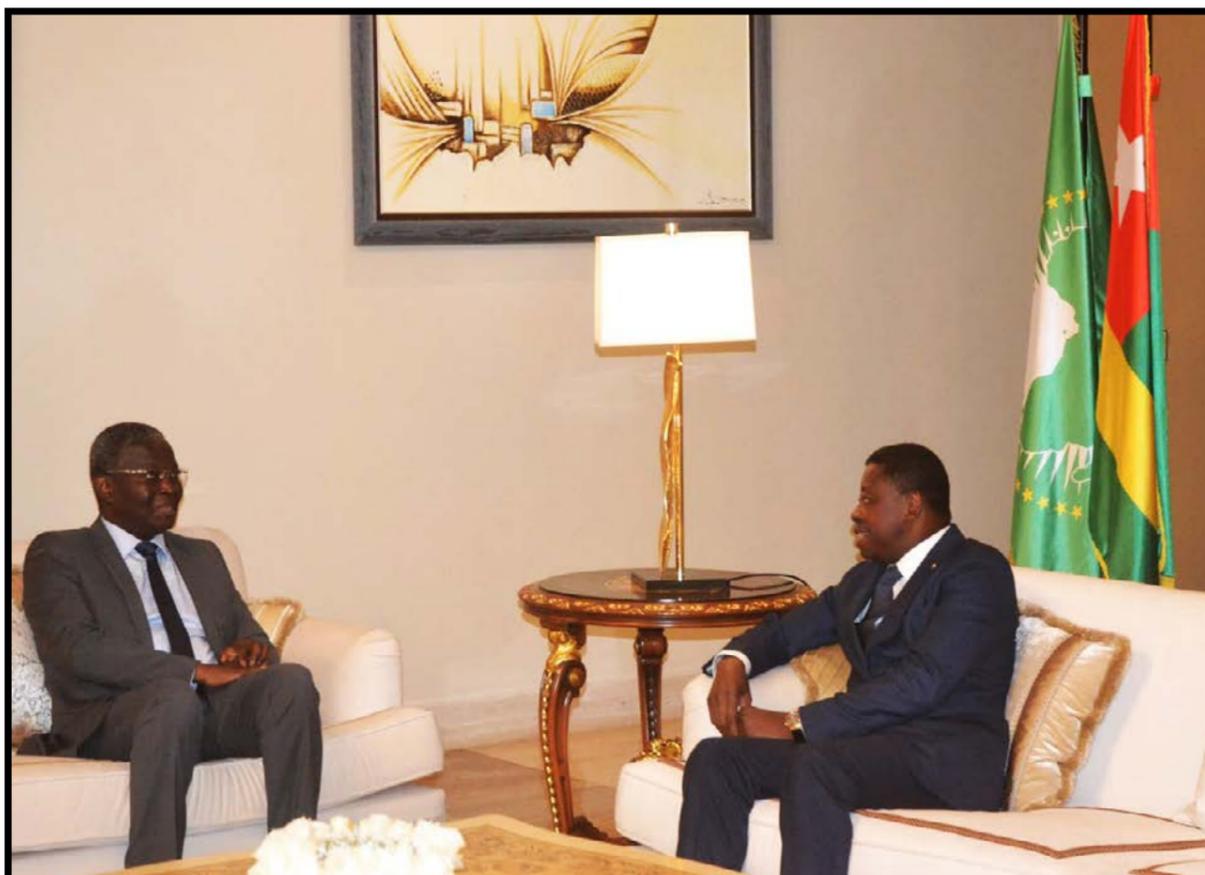
**La campagne électorale fixée du 15 au 28 juin 2024**

*Au Togo, le président de la Commission électorale Consulaire porte à la connaissance des opérateurs ...* • (Page 05)



**Abdoulaye DIOP en audience chez Faure GNASSINGBE** • (Pages 3)

# Des échanges sur les défis et opportunités de l'UEMOA



**Éducation financière et sociale en milieu scolaire** • (Page 04)

# Lomé accueille la Réunion Régionale Afrique Francophone

**Approvisionnement en produits pétroliers**

**Les précisions du ministère du commerce suite aux perturbations constatées**

*Dans ce communiqué du Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, les précisions utiles ...* • (Page 02)

**Togo / Législatives du 29 avril**

**La Cour constitutionnelle confirme la large victoire du parti UNIR**

*Au Togo, la Cour constitutionnelle a proclamé ce lundi 13 mai 2024, les résultats définitifs des élections législatives qui ont eu lieu le 29 ...* • (Pages 04)

**Système de paiement**

**Le PAPSS accueille son premier forum consultatif des PDG de banque**

*Les promoteurs du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), à savoir la Banque africaine d'import-export ...* • (Page 06)

**Sport**

**29ème Tour cycliste international du Togo du 3 au 9 juin 2024**

*Après cinq ans de pause, le Tour cycliste international du Togo reprend cette année 2024 du 3 au 9 juin. Pour une première fois, l'évènement est confié ...* • (Page 11)

**PROFITEZ À FOND**  
LA FIBRE CANALBOX  
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER  
DANS TOUTE LA MAISON  
8866 www.canalbox.tg  
CANALBOX  
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

## Approvisionnement en produits pétroliers

### Les précisions du ministère du commerce suite aux perturbations constatées

Dans ce communiqué du Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, les précisions utiles relatives aux perturbations constatées dans l'approvisionnement en produits pétroliers.



Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale

### Communiqué du Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale relatif aux perturbations dans l'approvisionnement en carburant

Madame le Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale porte à la connaissance de la population que, suite aux perturbations constatées dans l'approvisionnement de certaines stations-services, il a été relevé des zones de tension sur le réseau de distribution de produits pétroliers ces derniers jours sur le territoire national.

Elle tient à informer toute la population que des dispositions diligentes sont prises pour un retour rapide à la normale.

Par ailleurs, elle rassure la population que les prix des produits pétroliers à la pompe, n'ont connu aucune modification et restent les mêmes sur toute l'étendue du territoire national.

En substance, elle rappelle, aux gérants de stations-services que le refus de vente aux consommateurs, constitue une infraction à la loi n° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo.

Tout contrevenant sera sanctionné conformément à la réglementation en vigueur dans notre pays.

Fait à Lomé, le 13 mai 2024

**Kayi MIVEDOR-SAMBIANI**  
Ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale

## AUX DECIDEURS ...

### Emploi, un nouvel outil de données

On estime que 23,6 millions de jeunes Africains (âgés de 15 à 35 ans) sont au chômage, soit un sur 22 (4,5 %). Ce nombre devant atteindre 27 millions d'ici 2030, le besoin d'emplois est crucial. Mais la clé d'une bonne politique de création d'emplois réside dans de bonnes données.

Dans ce contexte, le World Data Lab (une entreprise de données produisant des estimations sur les dépenses et la démographie) et la Fondation Mastercard ont lancé l'Africa Youth Employment Clock – un outil permettant de suivre la croissance de l'emploi des jeunes et de prévoir les tendances de l'emploi des jeunes jusqu'en 2030.

Moina Spooner, de The Conversation Africa, a interrogé la scientifique des données Katharina Fenz, qui a développé la méthodologie et la modélisation des données pour l'horloge, sur ses principales conclusions et ce qu'elle espère réaliser.

L'Horloge de l'emploi des jeunes en Afrique fournit des informations en temps réel sur la situation d'emploi des personnes âgées de 15 à 35 ans à travers le continent. Cela signifie que les chiffres de l'emploi changent constamment, montrant chaque jour de nouvelles prévisions. Cela inclut le statut d'emploi des jeunes et s'ils sont aux études ou en formation.

L'horloge fonctionne en regroupant et en analysant les données sur le marché du travail et l'éducation provenant de diverses sources pour présenter une image complète de la dynamique de l'emploi des jeunes. Les sources comprennent des données nationales et des données de l'Organisation internationale du travail.

Il s'agit de données au niveau national pour tous les pays africains. Pour certains pays sélectionnés, comme le Kenya et le Rwanda – qui sont les pays cibles de la Fondation Mastercard – des données infranationales sont fournies.

Les données sont ventilées par sexe, niveau d'éducation et secteur. Cela donne un aperçu nuancé des défis et des opportunités auxquels sont confrontés les jeunes sur le marché du travail. Il montre quels groupes de jeunes ont le plus besoin de soutien – par exemple, s'il y a plus d'hommes ou de femmes au chômage ou quel est le lien entre le niveau d'éducation et le chômage.

L'horloge contient des données pour les années 2015 à 2030. Sur la base de l'analyse que nous avons effectuée au World Data Lab, plusieurs tendances clés ont émergé des données fournies par l'horloge.

L'une des principales préoccupations est le nombre toujours élevé de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou ne suivent pas de formation dans de nombreux pays africains. En 2024, 111,6 millions de jeunes Africains – soit 21,2 % de tous les jeunes Africains – étaient inactifs. Les chômeurs et les inactifs constituent deux groupes différents. Les chômeurs sont ceux qui n'ont pas d'emploi actuellement, mais qui en recherchent un. Les personnes inactives n'ont pas non plus d'emploi, mais n'en recherchent pas. Par exemple, ils peuvent s'occuper des membres de leur famille à temps plein.

Les données présentées par l'Africa Youth Employment Clock peuvent contribuer à éclairer les interventions politiques fondées sur des données probantes.

Les décideurs politiques peuvent utiliser leurs connaissances pour prioriser les initiatives qui augmenteront le niveau d'éducation. Par exemple, les ONG pourraient être en mesure d'identifier les pays qui ont le plus besoin de soutien.

Cela pourrait permettre aux décideurs politiques de garantir qu'il y ait suffisamment de jeunes possédant les compétences nécessaires dans ce secteur.

Les investissements dans les programmes d'éducation et de développement des compétences peuvent aider les jeunes à bénéficier d'opportunités d'emploi décent. À mesure que les économies s'éloignent de l'agriculture pour se tourner vers l'industrie et les services, les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée répondant aux normes internationales.

De plus, la technologie prend de plus en plus d'importance dans de nombreux emplois. Les entreprises rechercheront des personnes possédant des compétences en technologies de l'information et en mathématiques. Ces compétences ne sont souvent accessibles qu'aux personnes ayant au moins une certaine éducation secondaire.

Les efforts ciblés visant à réduire le nombre de jeunes sans emploi, sans éducation ou sans formation peuvent s'appuyer sur les données géographiques et démographiques disponibles à tout moment.

Les parties prenantes peuvent utiliser les données sur les tendances sectorielles de l'emploi pour promouvoir une croissance économique qui entraîne une augmentation de la richesse et des opportunités qui profitent à tous les membres de la société.

Midas Tigossou

## Image du jour



### APPEL À CANDIDATURES

NanaTech Entrepreneures

Vous êtes une femme entrepreneure et vous souhaitez donner un coup d'accélérateur à votre entreprise avec des outils, des formations, un réseau de mentors et d'investisseurs nationaux et internationaux ?

NanaTech Entrepreneures vous ouvre ses portes !



Inscription  
Scannez le code QR ou  
[uri.gouv.tg/nanatech-entrepreneures](http://uri.gouv.tg/nanatech-entrepreneures)

Date limite : 20 Mai 2024

Les candidatures des entrepreneures du secteur du numérique sont vivement encouragées



### Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Abdoulaye DIOP en audience chez Faure GNASSINGBE

# Des échanges sur les défis et opportunités de l'UEMOA

Ce lundi 13 mai 2024, une importante rencontre a eu lieu à la Présidence de la République à Lomé. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise, a accordé une audience à Abdoulaye Diop, Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

• Joël Yanclou

La rencontre a été marquée par des discussions approfondies sur divers sujets concernant le développement et le fonctionnement de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En présence du Ministre togolais en charge de l'Économie et des Finances, Sani Yaya, ainsi que de la Représentante Résidente de la Commission au Togo, Aminata Cira Lo Paye, les deux personnalités ont échangé sur les défis et les opportunités qui se présentent à l'UEMOA. À l'issue de cette audience, Abdoulaye Diop a exprimé sa gratitude envers le Président Gnassingbé pour son soutien continu en faveur de l'UEMOA. Il a souligné le rôle du Président togolais

dans la promotion des objectifs de l'Union et dans son engagement à favoriser sa progression économique. De plus, cette rencontre a été l'occasion pour Abdoulaye Diop de fournir au Chef de l'État togolais un aperçu détaillé de la situation macroéconomique de l'UEMOA.

Malgré les défis passés, il a souligné le dynamisme économique observé au cours des deux dernières années, saluant également les réformes structurelles majeures entreprises par le Togo pour dynamiser son économie. Cette audience témoigne de l'engagement des deux parties à renforcer leur collaboration pour le bien-être des populations de la région et pour l'avancement de l'Union dans son ensemble. Elle ouvre également la voie à de nouvelles opportunités de coopération et de développement pour les États



membres de l'UEMOA. Selon le Rapport annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union, les économies des États membres de l'UEMOA ont évolué en 2023. La croissance économique de l'Union se situerait à 5,7% comme en 2022, en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs d'activités dans un contexte de hausse des prix en diminution. Le taux d'inflation annuel

moyen de l'Union en 2023 ressortirait à 3,87% contre 7,4% en 2022.

L'exécution des budgets des États membres de l'UEMOA en 2023 se solderait par une réduction du déficit budgétaire global de l'Union à 5,3% du PIB contre 6,7% en 2022. Quant au déficit budgétaire global, hors dons, il se réduirait pour se situer à 6,7% du PIB contre 8,0% en 2022,

expliqué par une hausse des recettes publiques plus importante que celle des dépenses.

Le taux d'endettement s'établirait à 59,5% en 2023 contre 57,6% en 2022, soit une progression de 1,9 point de pourcentage.

Concernant les échanges extérieurs de l'Union, le solde global de la balance des paiements enregistrerait une amélioration,

en ligne avec l'atténuation du déficit du compte courant, modérée par le repli des entrées de capitaux au titre du compte financier, pour ressortir à -2,5% du PIB contre -3,0% en 2022.

Les réserves couvriraient 3,5 mois d'importations de biens et services en 2023. La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2023, comparée à celle à fin décembre 2022, serait caractérisée par un ralentissement du rythme de progression de la masse monétaire, consécutif à la baisse de la croissance des Actifs Extérieurs Nets (AEN), atténuée par l'augmentation des créances intérieures. Le taux de croissance de la masse monétaire ressortirait à 7,8% à fin 2023.

C'est dans ce contexte économique que les Organes de l'UEMOA ont conduit, conformément à leurs mandats, aux priorités de l'Union et aux décisions de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, les chantiers communautaires dont les principaux résultats sont consignés dans le présent rapport.



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Éducation financière et sociale en milieu scolaire

Lomé accueille la Réunion Régionale Afrique Francophone

Les premiers responsables du ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel, en partenariat avec AFLATOUN, et le ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et Technique, (partenaire de mise en œuvre) ont annoncé ce lundi 13 mai 2024 la tenue de la Réunion Régionale pour l'Afrique Francophone à Lomé. Cette initiative s'inscrit dans la poursuite des partenariats issus de l'organisation du Togo à la Semaine Africaine de la Microfinance.

● Marc Essowé

La capitale togolaise abrite du lundi 13 au vendredi 17 Mai 2024 la Réunion Régionale Afrique Francophone. Cet événement d'envergure vise à réunir des acteurs clés, des partenaires et des parties prenantes engagés dans l'autonomisation des enfants et des jeunes adultes par l'Education Sociale et Financière (ESF). Axé sur le thème : "Promotion de l'éducation financière et sociale en milieu scolaire", la Réunion Régionale Afrique Francophone, qui va servir de plateforme de collaboration, d'innovation et d'action collective, va rassembler plus de 500 participants issus de la vaste communauté de partenaires et d'éducateurs ainsi que des parties prenantes d'AFLATOUN. Représentant le ministre chargé des enseignements primaires, madame Louise Alaba, directrice chargée du Commonwealth au Togo, affirme que les défis sont grands et il est crucial de pérenniser les acquis et d'accroître l'impact en misant sur un partenariat entre les différents acteurs. « Éduquer, c'est apprendre à s'épanouir. Cet épanouissement, ne peut être effectif qu'à travers l'autonomisation des individus afin qu'ils soient en mesure de prendre en main leur destin et contribuer au développement collectif de leurs communautés. Les ambitions de dévelop-



pement que portent nos Etats respectifs demeurent d'une façon particulière, liées à la qualité de nos systèmes éducatifs qui sont le lieu d'inclusion des hommes et femmes appelés à contribuer au processus de développement de nos pays. Cette analyse justifie toute la pertinence des investissements en matière d'éducation destinée à opérer un saut qualitatif en offrant aux jeunes les outils de leur épanouissement gage d'une insertion sociale aboutit et productive. Toutefois, les défis sont grands et il est aussi crucial de pérenniser les acquis et d'accroître l'impact en misant sur un partenariat entre les différents acteurs. C'est la raison pour laquelle, le ministère adresse ses chaleureuses félicitations à l'ONG Aflatoun pour toutes les initiatives qu'elle développe avec non moins d'engagement dans les différents pays et au Togo particulièrement », a laissé entendre Mme Louise Alaba, directrice chargée du Commonwealth au Togo. « Nous sommes ravis

de constater l'engagement et l'enthousiasme de nos partenaires au Togo et dans toute la région de l'Afrique francophone. La réunion régionale d'AFLATOUN nous a offert une occasion précieuse de nous réunir, de partager nos idées et de tracer la voie d'une action collective pour faire progresser l'éducation et l'autonomisation des jeunes. Nous invitons de nouveaux partenaires et organisations à nous rejoindre dans notre mission qui consiste à créer un monde où chaque enfant dispose des connaissances, des compétences et de la confiance nécessaire pour réaliser son plein potentiel », a déclaré Lama Yazbeck, directrice générale adjointe d'AFLATOUN international. La cérémonie d'ouverture a connu la participation de Mme Akuwa Dogbe Azoma, directrice-pays de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Ministre de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel, Mme Mazamesso ASSIH et plusieurs autres personnalités de la partie prenante Aflatoun. Au Togo, la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2021-2025 vise à garantir un accès élargi et durable à une gamme de produits et services financiers pour la population.



Togo / Législatives du 29 avril

La Cour constitutionnelle confirme la large victoire du parti UNIR

Au Togo, la Cour constitutionnelle a proclamé ce lundi 13 mai 2024, les résultats définitifs des élections législatives qui ont eu lieu le 29 avril dernier. Celle-ci confirme la large victoire du parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), qui a remporté 108 sièges sur les 113 que comptera la prochaine législature, soit près de 96 % des sièges.

Les cinq sièges restants ont été attribués à l'opposition. Deux sièges sont allés à l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI), et un siège à chacun des partis suivants : l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), la Dynamique pour la Majorité du Peuple (DMP), et les Forces Démocratiques pour la République (FDR). Le taux de participation s'est élevé à 61,76 %, avec 2 565 623 votants sur les 4 203 711 électeurs inscrits, d'après les hauts magistrats constitutionnels, qui confirment que ces résultats sont conformes aux tendances

communiquées le samedi 04 mai 2024 par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). La Cour constitutionnelle, après avoir proclamé les résultats, a ordonné sa publication au

Journal officiel de la République togolaise. Cette étape sera suivie de la rentrée parlementaire pour le compte de la nouvelle législature.

Avec Togo First



Sécurité maritime

Le Togo accueille à nouveau les exercices navals Obangame Express

Après 2022, le Togo va de nouveau accueillir les Obangame Express, édition 2024. Ces exercices navals prévus du 11 au 16 mai, sont organisés par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africom).

L'opération réunit une coalition de pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'autres régions. L'objectif est de promouvoir la coopération régionale et de renforcer les compétences nécessaires pour lutter efficacement contre les défis sécuritaires en mer. Concrètement, l'activité permettra aux forces navales togolaises d'améliorer leurs techniques en ce qui concerne la riposte et la gestion de crise en mer. Ceci, à travers des exercices de simulation contre la piraterie maritime qui seront organisés. Pour rappel, le Togo s'est récemment doté d'une

unité spéciale de garde-côtes afin d'assurer une meilleure surveillance des eaux togolaises, de lutter contre les trafics opérés par les pirogues en dehors des zones surveillées, et de prévenir la pollution en mer.

(Togo Officiel)

Umoa-Titres

33 milliards FCFA dans les caisses du Togo

L'État du Togo a réalisé une émission réussie sur le marché des titres de l'Umoa, mobilisant 33 milliards FCFA à la clôture de sa nouvelle sortie ce vendredi 10 mai 2024.

Un montant au-delà des 30 milliards FCFA initialement recherchés par le pays via une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) et de Bons Assimilables du Trésor (BAT). Selon le rapport de l'opération, le Togo a réussi à collecter 17,7 milliards FCFA grâce aux BAT émis sur des maturités de 91 et 364 jours, avec des taux d'intérêt mul-



tiples. En outre, le Trésor public a obtenu 15,3 milliards FCFA grâce aux OAT rémunérées à un taux annuel de 6,15% et ayant une maturité de 3 ans. Cependant, cette

émission a été sursouscrite à hauteur de 54 milliards FCFA au total, représentant une couverture de 181% de l'opération. Grâce aux ressources mobilisées, l'État du Togo pourra continuer à couvrir les besoins de financement de son budget national pour l'année 2024, qui s'équilibre en ressources et en charges à hauteur de 2179 milliards FCFA.

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Le Togo en chiffres ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigeria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (en % du PIB)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (services)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (en % du PIB)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (services)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



## Communiqué du Président de la Commission Électorale Consulaire (CEC)

Conformément à l'article 25 du décret N°2022-076/PR portant régime électoral de la CCI-Togo, et vu l'arrêté N°016/MCAACL/CEC du 10 mai 2024 fixant la date des élections consulaires au dimanche 30 juin 2024,

Le Président de la Commission Electorale Consulaire porte à la connaissance des opérateurs économiques et particulièrement des candidats qu'il est institué une opération de campagne électorale pour permettre aux candidats de faire connaître leur programme aux électeurs.

La campagne électorale commence le samedi 15 juin 2024 à 00h 00 et prend fin le vendredi 28 juin 2024 à 23h 59.

Les opérations de campagne électorale sont libres et peuvent se dérouler dans les lieux publics sous réserve des formalités administratives à remplir auprès des autorités locales et dans le respect des textes en vigueur et droits des autres citoyens.

Toute opération de campagne électorale est déclarée auprès de la Mairie du ressort territorialement compétente au moins quarante-huit (48) heures d'avance.

Tout organisateur d'opération de campagne électorale s'adresse aux autorités compétentes pour la gestion des questions sécuritaires.

Fait à Lomé, le 13 mai 2024

**Dindangue KOMINTE**  
Président de la Commission  
Électorale Consulaire



## Communiqué du Président de la Commission Électorale Consulaire (CEC)

Conformément à l'arrêté N° 015/MCAACL/CEC du 10 mai 2024 fixant la période de dépôt des candidatures pour l'élection des membres de l'Assemblée Consulaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo),

Le Président de la commission électorale consulaire porte à la connaissance des opérateurs économiques inscrits sur les listes électorales les informations suivantes relatives au dépôt des candidatures :

### Dates de dépôt :

Du 15 au 24 mai 2024 (y compris samedi et dimanche)

### Horaires

- Matin : 07h 30 - 12h 00
- Après-midi : 14h 30 - 16h 30

### Lieux de dépôt

- Auprès des CECR dans les chefs-lieux de région et Grand Lomé;
- Au secrétariat de la CEC au siège de la CCI-Togo

Fait à Lomé, le 13 mai 2024

**Dindangue KOMINTE**  
Président de la Commission  
Électorale Consulaire

## Système de paiement

# Le PAPSS accueille son premier forum consultatif des PDG de banque

Les promoteurs du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), à savoir la Banque africaine d'import-export (Afreximbank ou « la Banque »), la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ont organisé avec succès le premier Forum consultatif des PDG des banques africaines réunissant des dirigeants de banques commerciales africaines, des associations de banquiers, des commutateurs de paiement, l'association des bourses africaines et d'autres fournisseurs de services financiers.

Les participants ont réaffirmé leur ferme soutien à l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine de 2019 et 2020. La décision de 2019 a adopté le PAPSS comme infrastructure du marché financier africain pour les paiements et règlements transfrontaliers, tandis que la décision de 2020 a mandaté Afreximbank, la CUA et le Secrétariat de la ZLECAF pour introduire et intensifier d'urgence la mise en œuvre du PAPSS.

Le Forum a donc permis aux participants de débattre des succès et des défis du système de paiement PAPSS et d'explorer la voie potentielle à suivre pour l'optimiser afin de faciliter des paiements transfrontaliers transparents et efficaces pour soutenir la mise en œuvre de la ZLECAF.

À la suite de discussions productives, les participants au Forum ont convenu de s'appropriier collectivement le succès et l'avenir des PAPSS compte tenu de leur impact significatif et extrêmement positif sur la facilitation



des paiements transfrontaliers et le développement du commerce intra-africain. En outre, les participants ont préconisé de tirer parti du PAPSS comme moyen d'augmenter la part des monnaies africaines dans le commerce intra-africain et d'autres paiements transfrontaliers, ainsi que d'augmenter le volume des paiements intra-régionaux pour des avantages mutuels afin de favoriser l'adoption rapide du PAPSS par les entreprises. Les participants ont convenu d'intégrer le PAPSS dans leurs canaux numériques pour faciliter l'accès et l'intégration transparente pour les clients existants.

**M. Mike Ogbalu III, Directeur Général du PAPSS, a déclaré:** « Le PAPSS est pleinement opérationnel et progresse rapidement. Nous avons signé avec treize banques centrales africaines et connecté plus de 115 banques commerciales et dix commutateurs de paiement à travers l'Afrique. 115 autres banques commerciales sont en passe d'être connectées. Nos fondations sont solides et le moment est venu d'agir et d'accélérer. Il est temps d'utiliser le système pour stimuler le commerce en Afrique, pour les africains, par les Africains. Nous invitons toutes les banques à se joindre à nous dans notre

effort collectif pour promouvoir le commerce intra-africain et le développement par le biais du PAPSS".

**En outre, M. Ogbalu a déclaré:** « Nous sommes heureux de voir le soutien massif de ce forum par les dirigeants des institutions financières africaines. Le PAPSS est une initiative révolutionnaire qui a le potentiel de transformer considérablement le paysage financier et des paiements de notre continent. En tant que gestionnaires du PAPSS, nous nous engageons à assurer sa réussite. Nous exhortons toutes les institutions financières africaines à se joindre à nous pour transformer la façon dont les

paiements sont effectués en Afrique. »

### PAPSS

Le Système panafricain de paiement et de règlement – PAPSS est une infrastructure centralisée du marché financier qui permet la circulation efficace de l'argent en toute sécurité à travers les frontières africaines, minimisant les risques et contribuant à l'intégration financière entre les régions. Le PAPSS travaille en collaboration avec les banques centrales africaines pour fournir un service de paiement et de règlement auquel les banques commerciales et les prestataires de services de paiement agréés

de la région peuvent se connecter en tant que « participants ».

Afreximbank et l'Union africaine (« UA ») ont d'abord annoncé le PAPSS lors du douzième sommet extraordinaire de l'Union africaine tenu le 7 juillet 2019 à Niamey, en République du Niger, adoptant ainsi le PAPSS comme un instrument clé pour la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAF). En outre, lors de sa treizième (13e) session extraordinaire, tenue le 5 décembre 2020, la Conférence de l'Union africaine a chargé Afreximbank et le secrétariat de la ZLECAF de finaliser, entre autres, les travaux sur le Système panafricain de paiements et de règlements (PAPSS). La 35e session ordinaire de la Conférence de l'UA a en outre chargé la ZLECAF et Afreximbank de déployer le système pour couvrir l'ensemble du continent. Le PAPSS a été officiellement lancé à Accra, au Ghana, le 13 janvier 2022, le rendant ainsi disponible pour une utilisation par le public.

## Afrique

# Seamfix décroche 4,5 millions USD pour révolutionner l'identité numérique

Seamfix, une entreprise spécialisée dans les solutions de gestion d'identité numérique, a récemment obtenu un financement de 4,5 millions de dollars de la part d'Alitheia IDF.

Ce financement vise à soutenir l'expansion de ses services d'identification numérique et de vérification d'identité à travers l'Afrique, un continent où les défis liés à l'identification des individus restent considérables. Fondée en 2007, Seamfix s'est rapidement imposée comme un acteur clé dans le secteur des technologies d'identification en Afrique. La société fournit des solutions qui permettent aux entreprises de vérifier les identités de manière sécurisée et efficace, répondant ainsi aux exigences réglemen-

taires tout en facilitant une meilleure inclusion financière et sociale. L'investissement d'Alitheia IDF dans Seamfix n'est pas seulement un coup de pouce financier; il reflète également un engagement envers le développement économique en Afrique par le biais de l'innovation technologique. Alitheia IDF, un fonds axé sur l'investissement dans des entreprises dirigées par des femmes ou ciblant des marchés féminins en Afrique, voit dans Seamfix un potentiel énorme pour réduire les inégalités d'accès

aux services financiers et gouvernementaux grâce à des solutions d'identité numérique robustes. L'apport de Seamfix va au-delà de la simple fourniture de services d'identité numérique; l'entreprise s'efforce également de contribuer à l'écosystème technologique africain en favorisant la création d'emplois et en soutenant d'autres startups du continent à travers des partenariats stratégiques et des initiatives de responsabilité sociale d'entreprise.

Avec [afriqueitnews.com](https://www.afriqueitnews.com)



## Nigeria

# Le pays adhère au Fonds d'Afreximbank pour le développement des exportations

La République fédérale du Nigeria a adhéré à l'accord de création du Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), la plateforme d'investissement à impact sur le développement de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

### • Junior Aredola

Le Nigeria rejoint les rangs des pays adhérant à l'accord de création de la FEDA, devenant ainsi le 16ème pays à le faire. Cela souligne le soutien croissant dont bénéficie le Fonds parmi les pays africains. Cette annonce intervient trois décennies après la création d'Afreximbank au Nigeria, une étape clé qui démontre avec audace l'engagement continu du Nigeria à soutenir les missions d'Afreximbank et de FEDA. La FEDA considère que les nouvelles adhésions sont essentielles pour élargir son champ d'intervention et sa mission de fournir des capitaux à long terme aux économies africaines, en mettant l'accent sur l'industrialisation, le commerce intra-africain et les exportations à valeur ajoutée. La signature



de l'accord de création de FEDA devrait ouvrir la voie à la ratification de l'accord en temps utile. Cela renforcera à son tour les interventions de FEDA au Nigeria. Le professeur Benedict Oramah, président d'Afreximbank et président des conseils d'administration d'Afreximbank et de FEDA, a commenté : « Nous exprimons nos sincères remerciements à la République fédérale du Nigeria pour la signature de l'accord de création de FEDA. Cette réalisation importante renforce encore le partenariat

déjà solide entre Afreximbank et le Nigeria, l'un des principaux soutiens de la Banque. Le partenariat renforcera les investissements dans des secteurs essentiels au développement du Nigeria. Parmi les autres pays ayant adhéré à l'accord de création de FEDA figurent le Rwanda, la Mauritanie, la Guinée, le Togo, le Soudan du Sud, le Zimbabwe, le Kenya, le Tchad, la République du Congo, le Gabon, la Sierra Leone, Sao Tomé et Principe, la Guinée équatoriale, le Ghana et l'Égypte.

## BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 13 mai 2024

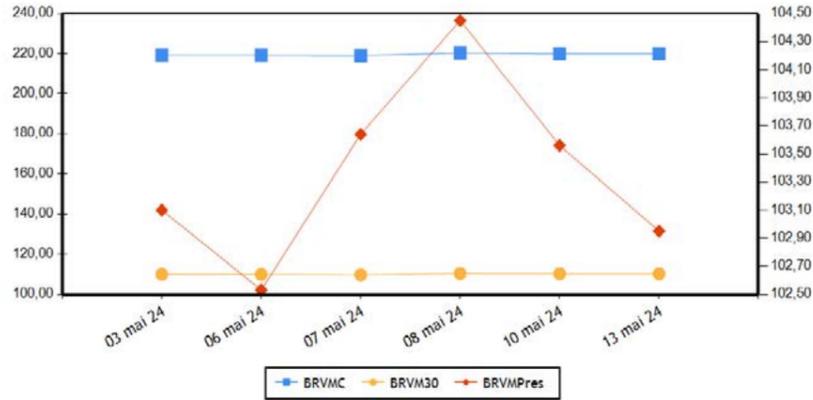
N° 90

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>219,97</b>
Variation Jour	0,03 %
Variation annuelle	2,72 %

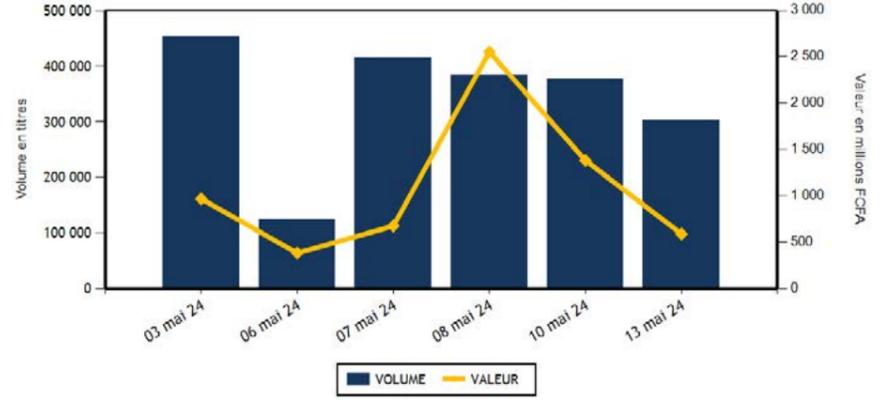
<b>BRVM 30</b>	<b>110,25</b>
Variation Jour	-0,02 %
Variation annuelle	2,23 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>102,95</b>
Variation Jour	-0,59 %
Variation annuelle	1,46 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 183 588 897 199	0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	296 966	8,09 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	534 051 841	32,23 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	21,43 %
Nombre de titres en baisse	16	-20,00 %
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	430	7,50 %	-9,47 %
SOGB CI (SOGC)	3 190	7,41 %	-2,45 %
SAPH CI (SPHC)	2 340	7,09 %	-0,43 %
BERNABE CI (BNBC)	990	7,03 %	-1,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	420	6,33 %	-21,50 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,95	-0,59 %	1,46 %	33 622	314 004 025	6,75
BRVM-PRINCIPAL	36	105,02	0,24 %	1,02 %	263 344	220 047 816	8,51

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	104,98	-0,28 %	3,91 %	9 409	12 743 990	8,57
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	560,12	0,20 %	5,39 %	29 229	272 481 100	8,29
BRVM - FINANCES	15	86,65	-0,33 %	0,27 %	224 740	187 450 796	5,64
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	3,39 %	10,10 %	5 587	8 063 740	8,08
BRVM - AGRICULTURE	5	155,87	3,98 %	-3,52 %	15 424	32 098 390	11,52
BRVM - DISTRIBUTION	7	317,82	-1,38 %	-3,17 %	12 527	21 174 825	38,22
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	962,43	0,00 %	-13,33 %	50	39 000	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,58
Taux de rendement moyen du marché	8,50
Taux de rentabilité moyen du marché	9,89
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	140
Volume moyen annuel par séance	329 791,00
Valeur moyenne annuelle par séance	996 965 947,58

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	8,58
Ratio moyen de satisfaction	50,16
Ratio moyen de tendance	584,32
Ratio moyen de couverture	17,11
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	7,44
Nombre de SGI participantes	33

## Définitions

Volume moyen annuel par séance	= Volume annuel échangé / nombre de séances	Taux moyen de rotation	= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
Valeur moyenne annuelle par séance	= Valeur annuelle échangée / nombre de séances	PER moyen du marché	= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Ratio moyen de liquidité	= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)	Taux de rendement moyen	= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Ratio moyen de satisfaction	= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)	Taux de rentabilité moyen	= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Ratio moyen de tendance	= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)	Prime de risque du marché	= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État
Ratio moyen de couverture	= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)		

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



## Choose France

### Edition record avec plus de 15 milliards d'euros d'investissements

Emmanuel Macron réunit lundi au sommet « Choose France » environ 180 patrons étrangers qui profiteront de la vitrine du château de Versailles pour annoncer construire ou agrandir des usines, ou d'autres investissements en France pour plus de 15 milliards d'euros au total, un montant « record ».

A peine débuté, le sommet Choose France voit déjà les annonces tomber les unes après les autres. Au total, les quelque 180 patrons étrangers réunis ce lundi au château de Versailles devraient investir plus de 15 milliards d'euros dans 56 projets. Un record depuis le lancement de ce rendez-vous il y a sept ans, destiné à promouvoir les investissements étrangers dans l'Hexagone. En tête d'affiche figure l'annonce dimanche par Microsoft de 4 milliards d'euros d'investissements pour un nouveau centre de données dans l'est de la France et l'agrandissement d'autres en région parisienne et près de Marseille, pour répondre à la demande croissante d'intelligence artificielle et de services informatiques en cloud. « Il s'agit de l'investissement le plus important que nous ayons jamais réalisé » en France, a déclaré son président Brad Smith à l'AFP. D'autres entreprises ont déjà dévoilé des projets. FertigHy envisage pour 1,3 milliard d'euros de construire nouvelle usine d'engrais bas carbone dans la Somme, Amazon s'appête à débloquent 1,2 milliard d'euros pour développer ses infrastructures cloud en région parisienne et son infrastructure logistique en Auvergne-Rhône-Alpes (1,2 milliard) et le Canadien McCain va investir 350 millions d'euros



pour moderniser et agrandir des lignes de production de frites et pommes de terre de dans le Pas-de-Calais et dans la Marne, où se rendra Emmanuel Macron ce lundi matin. Citons, aussi, les 300 millions d'euros annoncés par l'entreprise suisse KL1 pour lancer en 2027 une entreprise de raffinage de nickel près de Bordeaux et les 400 millions de la société allemande Lilium pour fabriquer son « avion régional électrique » en Nouvelle Aquitaine.

#### L'exécutif promeut une France en bonne santé économique

A un mois des élections européennes et à 15 jours de l'évaluation de sa note de crédit par S&P, l'exécutif promeut ainsi une France en bonne santé économique et redevenue attractive pour les multinationales. L'Élysée en veut pour preuve le dernier baromètre EY, qui a sacré la France championne d'Europe de l'attractivité pour la

cinquième année de suite, avec près de 1.200 annonces d'investissements étrangers en 2023. « C'est à ça que sert la stabilité de notre politique économique », s'est félicité le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, sur France 2, citant les baisses d'impôts pour les entreprises : « Être attractif pour les investissements, avoir de l'activité sur tous les territoires, nous rapprocher du plein emploi et tenir cet objectif stratégique pour la nation française, redevenir une grande nation de production ». Autre motif d'espoir pour la présidence, les 0,2% de croissance économique au premier trimestre, mieux que prévu. Une bonne séquence qui a suivi le maintien de la note de la France par les agences Fitch et Moody's. « La plupart des projets annoncés lors du sommet sont des projets qui auraient vu le jour avec ou sans le sommet », estime Sylvain Bersinger, chef économiste au cabinet Asterès.

*Avec latribune.fr*

## Internet

### Le réseau social X remporte une victoire judiciaire en Australie

Le régulateur australien en charge de la sécurité sur internet avait demandé à X de retirer des vidéos, mais cette décision a été suspendue.

Le réseau social X a obtenu lundi en Australie la suspension d'une injonction de retirer des vidéos violentes dans le monde entier, un tribunal se prononçant en faveur du géant américain qui avait fait appel de cette demande. Le juge de la Cour fédérale d'Australie Geoffrey Kennett a rejeté la demande de l'organisme de surveillance australien de prolonger l'interdiction temporaire de publication de vidéos montrant une attaque au couteau mi-avril dans une église de Sydney, dans l'attente d'une nouvelle action en justice. « La Cour a rendu une ordonnance rejetant la demande d'extension de l'injonction interlocutoire », a déclaré Geoffrey Kennett sans fournir de détails sur les raisons



de sa décision.

#### Éviter certaines amendes

Le régulateur australien en charge de la sécurité sur internet, eSafety, avait demandé à X, anciennement Twitter, de retirer des vidéos en Australie et dans le reste du

monde montrant un religieux être poignardé à plusieurs reprises lors d'un sermon retransmis en direct mi-avril. Arguant que le réseau social avait ignoré ses demandes, le régulateur avait obtenu de la justice fédérale australienne une injonction pour bloquer ces vidéos sous 24 heures. Mais, lundi, le juge Geoffrey Kennett a décidé qu'il n'y avait pas lieu de prolonger l'injonction provisoire. Jusqu'à présent, X a seulement accepté de rendre inaccessibles aux utilisateurs australiens les contenus en question, mais les vidéos restaient encore disponibles pour ceux utilisant un réseau privé virtuel (VPN) ou un autre service de masquage de localisation.

*(AFP)*

## Dangers de l'IA

### Premiers échanges entre les États-Unis et la Chine

L'avancée de l'intelligence artificielle commence à inquiéter. Dans ce contexte, la Chine et les États-Unis vont discuter pour la première fois ce mardi des dangers de l'IA. Washington s'inquiète des progrès chinois en la matière, alors que Pékin a pourtant enregistré un retard concernant l'IA générative.

La Chine et les États-Unis auront ce mardi leur première discussion sur les « risques » de l'intelligence artificielle, ont annoncé de hauts responsables américains. L'occasion pour Washington d'évoquer son inquiétude sur les avancées chinoises en la matière. Des représentants des deux pays se rendront donc à Genève pour mener ce dialogue, qu'avaient promis le président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping lors d'un sommet en automne dernier en Californie, selon des responsables américains, qui ont requis l'anonymat.

#### Un « échange de vues » en premier temps

Il s'agira d'un « échange de vues », sans publication de communiqué conjoint, sans annonces concrètes et sans objectif de coopération, a dit l'un d'eux lors d'une conférence de presse. « La Chine a fait du développement de l'intelligence artificielle une priorité nationale majeure et elle déploie rapidement des capacités dans le domaine civil et militaire, souvent d'une manière qui nuit, selon nous, à la fois à la sécurité nationale des États-Unis et à celle de nos alliés », a-t-il ajouté. « Nous avons pris des décisions ciblées pour répondre à ces risques », décisions qui « ne sont pas négociables », et « nous répéterons nos inquiétudes sur l'utilisation de l'intelligence artificielle par Pékin », lors du dialogue à Genève, a encore déclaré ce haut responsable.

#### Partager l'IA ?

Si la Chine n'est pas l'un des



pays les plus avancés dans le domaine de l'IA, notamment générative, elle y travaille assidument. Pékin a déjà commencé à investir dans l'IA et ses entreprises géantes, comme Alibaba et Baidu, ont annoncé avoir développé leurs propres concurrents nationaux du robot conversationnel de l'américain OpenAI. Mais jusqu'ici, ces derniers n'ont pas fait beaucoup de bruit. En janvier, au sommet économique de Davos, le Premier ministre chinois Li Qiang, avait même appelé les pays disposant de technologies d'intelligence artificielle à les partager avec ceux ayant du retard. « L'IA doit être inclusive et bénéfique pour tous, et pas uniquement pour un petit groupe de personnes », avait-il déclaré.

#### « Assurer la sécurité nationale »

Mais le président américain Joe Biden a mis la pression avec un objectif clair : « assurer la sécurité nationale » des États-Unis. Semi-conducteurs, intelligence artificielle (IA), véhicules électriques : Washington veut conserver une longueur d'avance sur Pékin ou rattraper son retard. Et empêcher l'armée chinoise de disposer des dernières technologies. Durant le mandat de Donald Trump, la principale cible

a été le groupe de télécoms Huawei, numéro un mondial du secteur, que les États-Unis ont voulu tenir hors de leurs réseaux 5G et de ceux de leurs alliés.

#### Protection des données

Par ailleurs, le développement rapide de l'IA vient désormais poser de manière encore plus aiguë la question des données, du risque qu'elles impliquent et la manière de mieux les protéger. Des questions sur lesquelles l'Union européenne ou l'Inde ont avancé depuis de nombreuses années, de même que la Chine. « La Chine a largement développé son propre système de protection des données, avec d'importantes restrictions concernant le transfert de données vers l'étranger » explique ainsi Martin Chorzempa, chercheur au PIIE, « au point de risquer à un moment de se découpler elle-même du reste du monde » sur ce point. Sauf que pendant longtemps, les États-Unis se préoccupaient peu de la question des données personnelles et de leur usage. Mais la montée en puissance de l'intelligence artificielle et l'opposition stratégique avec la Chine dans le domaine technologique forcent Washington à revoir son approche. *(Avec AFP)*

## Italie

### Pressé par Rome, Xiaomi renonce à baptiser sa berline «Modena»

L'entreprise a affirmé son intention de se conformer à la réglementation italienne sur les indications trompeuses.

Sous la pression du gouvernement nationaliste de Giorgia Meloni, le géant chinois des smartphones Xiaomi, un nouveau venu sur le marché de la voiture électrique, a renoncé lundi à donner un nom italien à son premier modèle, la berline SU7 entièrement produite en Chine. Cette volte-face a été officialisée par le ministère italien des Entreprises, qui a indiqué avoir été informé par Xiaomi « qu'il ne ferait pas la promotion de sa

voiture SU7, qui est fabriquée à 100% en Chine, sous le nom de Modena » (Modène), la patrie de Ferrari et Maserati dans le nord de l'Italie. Auparavant, le ministre des Entreprises Adolfo Urso avait assuré le maire de Modène, Gian Carlo Muzzarelli, de son soutien pour la protection du nom de sa ville, s'opposant à « l'utilisation de symboles ou de noms italiens dans des produits fabriqués dans d'autres pays. » Selon le ministère, Xiaomi a

affirmé « avoir l'intention de se conformer à la réglementation italienne sur les indications trompeuses, y compris la réglementation sur les indications géographiques ». Connu pour ses produits de technologie grand public comme les smartphones, le groupe chinois avait fait en mars son entrée dans le monde de l'automobile électrique, commercialisant son premier modèle.

*Avec lematin.ch*

## Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 <sup>ème</sup> édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : <a href="mailto:spia@capaalgerie.com">spia@capaalgerie.com</a> <a href="https://www.capaalgerie.com">https://www.capaalgerie.com</a>	Gouvernement Algérien
14 <sup>ème</sup> Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 <a href="http://www.smamedfood.com">www.smamedfood.com</a>	Sfax International Fair Association
3 <sup>ème</sup> édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 <a href="mailto:INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA">INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA</a> <a href="http://WWW.FONI.AFRICA">WWW.FONI.AFRICA</a>	Afrik Créances
9 <sup>ème</sup> édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : <a href="mailto:besma@petroafrica.org">besma@petroafrica.org</a> <a href="http://www.petroafrica.org">www.petroafrica.org</a> Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria <a href="mailto:kayodesoquntuase@yahoo.co.uk">kayodesoquntuase@yahoo.co.uk</a> +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 <sup>ère</sup> édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 <sup>ème</sup> édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : <a href="mailto:leconomistbenin1@gmail.com">leconomistbenin1@gmail.com</a> <a href="http://www.leconomistbenin.com">www.leconomistbenin.com</a>	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : <a href="mailto:register@theafricaceoforum.com">register@theafricaceoforum.com</a> <a href="mailto:partners@theafricaceoforum.com">partners@theafricaceoforum.com</a> tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

**NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880**

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site web : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Le secteur argent sera sans histoire. Mais vous feriez bien de ne pas céder à toutes les envies qui vont vous passer par la tête. Pour quelques natifs du troisième décan, une bonne surprise pécuniaire est probable.

**Taureau** Avec cet aspect de Pluton, attention à ne pas vous prendre pour Crésus au moment où votre budget doit justement être revu à la baisse ! Si vous avez de l'argent placé en Bourse, attention : la journée semble promise à une grande instabilité ; méfiez-vous des rumeurs et évitez de modifier vos placements sur un coup de tête.

**Gémeaux** Vous serez tenté par l'achat d'un tas de choses inutiles mais qui vous paraissent sur l'heure indispensables. Aussi, vous aurez un peu tendance à oublier les factures en souffrance. Montrez-vous plus raisonnable afin d'éviter des complications ultérieures.

**Cancer** Vos secteurs financiers seront influencés par des planètes favorables, comme Jupiter et Pluton, qui décupleront les gains. Mais aussi par des astres plus inquiétants, tel Saturne, qui pourraient faire de vous un panier percé ! Mais votre sort sera en fin de compte entre vos mains : si vous agissez avec prudence et évitez les placements trop aléatoires et les dépenses futiles, vous devriez arrondir votre capital. Dans le cas contraire...

**Lion** Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

**Vierge** Sur le plan financier, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

**Balance** Ne comptez pas trop sur vos amis pour résoudre vos problèmes d'argent, car chacun tient à sa bourse comme à la prune de ses yeux. D'autre part, il semble qu'une personne de l'autre sexe cherche en ce moment à vous emprunter de l'argent en faisant délibérément appel à son charme. Soyez vigilant pour ne pas gaspiller vos deniers dans des prêts à fonds perdus. Ne mélangez pas argent et amour, s'il vous plaît !

**Scorpion** Excellente journée pour réorganiser la gestion de vos finances. Vous pourrez bénéficier de conseils avisés provenant de spécialistes en la matière. Vous ferez également des rencontres profitables.

**Sagittaire** Vous pourrez cette fois prendre des risques concernant le maniement de votre argent. La chance sera de votre côté dans une mise de fonds en commun ou dans des transactions financières. Journée favorable, donc, aux agents de change et aux investisseurs de tous bords. Même si vous n'avez que de modestes économies, n'hésitez pas à spéculer, vous ne le regretterez pas.

**Capricorne** Ne vous laissez pas abuser par des marchands d'illusions qui vous promettent des emplois bidons, des panacées pour tous les maux, ou des régimes amaigrissants miracles. Par les temps qui courent, il est difficile de ne pas être crédule.

**Verseau** Ne vous encombrez pas de nouvelles responsabilités immobilières ou financières dans l'immédiat : vous mettriez en péril ce que vous avez construit péniblement. Contentez-vous du statu quo actuel.

**Poisson** Vous devrez veiller sur votre budget avec la plus extrême vigilance, car l'ambiance générale incitera presque irrésistiblement à des dépenses exagérées. Si vous tenez bien compte de vos ressources, l'équilibre sera maintenu.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : [contact@leconomistedutogo.tg](mailto:contact@leconomistedutogo.tg)  
Site web : [www.leconomistedutogo.tg](http://www.leconomistedutogo.tg)  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT  
Nicole ESSO  
Junior AREDOLA  
Vivien ATAKPABEM  
Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

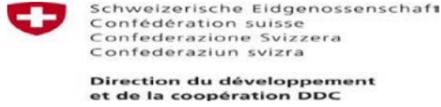
Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET  
N° : AMI 2024-001/UGP-CCT/PCTL2/UEMOA/DDC/DENDI GANDA**

**POUR LA CONSTITUTION D'UNE LISTE RESTREINTE DE BUREAUX D'ETUDES  
POUR LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE  
REHABILITATION DE LA DIGUE KESSA-GATAWANI DANS LES COMMUNES DE  
GAYA ET TOUNOUGA (LOT1) ET POUR LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE  
DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PISTE GAYA-DOLE KAINA DANS  
LES COMMUNES DE GAYA, TOUNOUGA ET KAMBA (LOT2)**

**PROGRAMME DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE LOCALE  
(PCTL) PHASE 2**

**Source de financement :** Commission de l'UEMOA / Coopération Suisse

1. La Confédération Suisse et l'UEMOA ont signé le 24 mars 2021, une convention pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de Coopération Transfrontalière Locale (PCTL).

Le programme PCTL 2 a pour finalité, le renforcement de l'accessibilité des populations vivant dans les zones transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest aux services socio-économiques et culturels délivrés par les collectivités territoriales dans un environnement juridique, institutionnel et sécuritaire national et régional favorable.

Il est mis en œuvre par le Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA.

2. Avec le CCT, l'UEMOA vise à assurer une meilleure prise en compte du développement local dans les stratégies de développement communautaire et national à travers trois dimensions :

- Faire de la décentralisation un facteur de développement socio-économique local par le renforcement de la qualité de l'offre et de l'accès aux services publics ;
- Faire de la décentralisation un facteur de renforcement de l'ancrage des États par la promotion de la démocratie ;
- Faire de la décentralisation un facteur de renforcement de l'intégration sous-régionale par la promotion de la coopération transfrontalière.

3. La phase 2 du PCTL a prévu en 2024 dans l'Espace Dendi Ganda : (i) la réalisation des travaux de réhabilitation de la digue Kessa-Gatawani dans les communes de Gaya et Tounouga (lot1) et (ii) la réalisation des travaux de réhabilitation de la piste Gaya Dolé Kaina dans les communes de Gaya, Tounouga et Kamba (lot2).

Dans ce cadre, il est prévu la sélection de deux bureaux d'études qui seront chargés du contrôle et de la surveillance des travaux de réhabilitation des deux (02) lots ci-dessus cités.

4. Les missions essentielles attendues du Bureau d'études sont les suivantes :

- i. Accompagner l'entreprise dans l'élaboration et la validation des dossiers d'exécution ;
- ii. Assurer la surveillance et le contrôle de l'exécution des travaux ;
- iii. Assurer le contrôle technique et géotechnique des travaux ;
- iv. Assurer le contrôle administratif et financier des travaux ;
- v. Assurer les réceptions techniques, provisoires et définitives des travaux.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, les consultants admissibles, sont invités à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les consultants intéressés par cet avis, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, pour chaque lot toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en ces prestations en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, nombre d'années d'expériences générales du cabinet, nombre d'expériences spécifiques du cabinet dans le domaine des prestations, organisation technique et managériale du cabinet, références concernant l'exécution des marchés analogues, attestations de bonne fin d'exécution etc...). Ils fourniront en outre les informations suivantes :

- ✓ Une lettre de manifestation d'intérêt adressée à monsieur le Président du CCT-UEMOA ;
- ✓ Un accord du groupement s'il y a lieu ;
- ✓ Une présentation institutionnelle et expérience générale du consultant ;
- ✓ Une présentation des références techniques du cabinet, faisant ressortir notamment ses expériences pertinentes en rapport avec la présente mission ;
- ✓ Les preuves de l'exécution des prestations analogues soutenues par des copies lisibles des pages de gardes et de signature des contrats exécutés et des attestations de bonne exécution (les références citées par le bureau d'études et non soutenues par des documents probants ne seront pas prises en compte).

Les Consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en faisant apparaître les moyens et les expériences de chacun d'eux.

7. Le CCT-UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. La sélection du candidat sera faite par Appel d'offres Ouvert tel que défini dans le Règlement d'exécution relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA.

9. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné par lot selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et sur le coût.

10. Les appréciations porteront sur les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Note pondérée Maximum
1. Nature des activités du cabinet/firme en relation avec le domaine des prestations	05
2. Nombre d'années d'expériences générales du cabinet dans le domaine des prestations	10
3. Nombre de références du cabinet dans le domaine des prestations	70
4. Organisation technique et managériale du cabinet/firme	15
<b>TOTAL des points</b>	<b>100</b>

11. La note minimale requise pour être présélectionné est de 70/100 et le nombre de candidats présélectionnés ne saurait être inférieur à trois (03) et supérieure à six (06) par lot.

12. En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet/firme ayant réalisé plus de missions (références) sera privilégié.

13. Un bureau d'études ou un groupement de bureaux d'études peut soumettre une candidature pour les deux lots. Cependant, lors de la phase de demande de proposition, un même bureau ne pourra être attributaire que d'un lot. Des propositions distinctes sont requises pour les bureaux d'études qui souhaitent postuler aux deux lots.

14. Les firmes de consultants intéressées remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-après :

- Auprès du Secrétariat Permanent du Cadre de Coopération Transfrontalière Dendi Ganda (CCT – Dendi Ganda) sis à Gaya à l'adresse suivante : Tél : +227 99 23 23 83 / +227 99 89 54 23 / +229 95 80 01 26 Email : [mahaman.sm@gmail.com](mailto:mahaman.sm@gmail.com) / [guidamiga1@gmail.com](mailto:guidamiga1@gmail.com).

- Auprès de l'Unité de Gestion du Programme PCTL/UEMOA situé au Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, 5ème étage, Bureau : 531, 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso,  
Email : [efondis@uemoa.int](mailto:efondis@uemoa.int) / [bcgtiamore@uemoa.int](mailto:bcgtiamore@uemoa.int)

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 15 H 00 mn à 16 H 00 mn.

15. Les dossiers de candidature devront être transmis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies en langue française, ainsi qu'une (01) version électronique scannée sur clé USB en format PDF sous pli fermé au:  
**Secrétariat permanent de la phase CCT-Dendi Ganda, sis à Gaya (Niger) au , Cité Acajou Rue nord-ouest SONIBANK deuxième (2) virage à droite, troisième portail gris à gauche au plus tard le ..... 14 MAI 2024 ..... à 09 h 30 mn.**

Toute offre parvenue après l'expiration du délai ci-dessus ne sera pas recevable quel que soit le motif évoqué pour justifier le retard.

✓ L'ouverture des plis se fera en séance publique le ..... 14 MAI 2024 ..... à 10 h 00 mn dans la salle de réunion du secrétariat permanent du CCT-Dendi Ganda sis à Gaya.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'Intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention :  
Pour le lot 1 « Avis de Manifestation d'intérêt pour la constitution d'une liste restreinte de bureau d'études pour le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation de la digue Kessa Gatawani dans les communes de Gaya et Tounouga »

Pour le lot 2 « Avis de Manifestation d'intérêt pour la constitution d'une liste restreinte de bureau d'études pour le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation de la piste Gaya- Dolé Kaina dans les communes de Gaya, Tounouga et Kamba ».

Fait, le ..... 09 AVR 2024 .....

Le Président du CCT-UEMOA,

Sport

29ème Tour cycliste international du Togo du 3 au 9 juin 2024

Après cinq ans de pause, le Tour cycliste international du Togo reprend cette année 2024 du 3 au 9 juin. Pour une première fois, l'évènement est confié à un promoteur local, UK & PARTNERS. L'information a été portée à la connaissance des professionnels des médias ce 04 mai à Lomé.

● Eli Névamé

L'itinéraire couvrira les cinq régions du Togo, offrant ainsi une expérience diversifiée aux participants et une occasion unique de découvrir la richesse géographique du pays. « Il s'agit d'un retour après une pause due à la pandémie de Covi19 et au décès du promoteur, Francis Ducreux. Cette flamme brûlera à nouveau, plus vive. Nous sommes prêts à écrire de nouvelles pages glorieuses pour le cyclisme togolais », a indiqué Koffi Kpodo, président de la Fédération togolaise de cyclisme. Le 1er jour, informe-t-on, sera consacré à un transbordement de la caravane à Dapaong, suivi de la présentation des équipes le lendemain. Le peloton s'élancera le mercredi 6 juin depuis Cinkassé et franchira la ligne d'arrivée à Dapaong après un critérium (tours x 7,6 km) dans les artères de la ville de Dapaong. Ensuite, de Sadori à Kara, de Kara à Sotouboua, de Sotouboua à



Amou-Oblo et de Vogán à Lomé, suivi d'un critérium le dimanche 9 juin. L'évènement est associé au tourisme. « Il s'agit d'aller à la découverte des villes touristiques du Togo, ce qui fait leur particularité, ainsi que leurs habitants. Nous allons aussi faire suivre ce tour en direct sur les réseaux sociaux et ce serait une première dans l'histoire du Togo, dans le but de permettre à tous ceux qui sont dans les bureaux, les maisons d'apprécier le beau paysage qu'offre le Togo », a détaillé Maju Ukiwo Samuel, directeur de l'agence de communication UK & PARTNERS et promoteur du 29ème Tour cycliste inter-

national du Togo. 13 équipes au total, dont les équipes A et B du Togo, traverseront les 5 régions du Togo. 11 pays invités sont attendus à cet évènement. On peut citer, entre autres, l'Allemagne, la France, la Hollande et des pays de la sous-région. Le partenariat de UK & PARTNERS, souligne-t-on, ne se limite pas à l'organisation du Tour du Togo, mais s'étend à la redynamisation de la discipline aux côtés de la Fédération Togolaise de Cyclisme. Pour s'assurer du bon déroulement de l'évènement, un comité interministériel est mis en place, regroupant les ministères de la santé, de la sécurité et du sport.

Togo / Education

Autorisation préalable nécessaire pour les prises de vue

Le ministre des enseignements primaire, secondaire et technique, Dodzi Kokoroko, a instauré une nouvelle mesure : dorénavant, toute prise de vue ou tournage dans les établissements scolaires au Togo nécessite une autorisation préalable.

Cette décision vise à protéger le respect des apprenants, du personnel et des infrastructures scolaires, tout en minimisant les perturbations de l'apprentissage. Pour obtenir cette autorisation, deux formulaires sont disponibles : le document d'autorisation de tournage et de prise de vue, à récupérer auprès des directions régionales de l'éducation, ainsi qu'un formulaire spécifique donnant l'autorisation pour la captation et la diffusion d'images, à remplir en début d'année scolaire par les parents d'élèves. Le ministre a souligné que toute publication issue de ces prises de vue doit être pré-

ablement soumise à la direction régionale de l'éducation concernée. Cette mesure intervient après le limogeage du proviseur du lycée d'Alokoègbé, sanctionné pour

non-respect du devoir de réserve après avoir accordé une interview à TV5 Monde sur l'état des infrastructures scolaires.

Hélène Martelot



Liga

Le FC Barcelone s'indigne contre la loi Mbappé

Avec l'arrivée prochaine de Kylian Mbappé à Madrid, le gouvernement madrilène va mettre en place la loi Mbappé. Un cadeau fiscal qui énerve le rival blaugrana.

Cette fois, il ne manque plus que l'officialisation du Real Madrid. Vendredi dernier, Kylian Mbappé a en effet annoncé son départ du Paris Saint-Germain, après sept ans de bons et loyaux services. Le Bondynois n'a toujours pas confirmé sa future arrivée chez les Merengues, mais à Madrid, tout le monde s'active pour accueillir la superstar française. Et pas que la Casa Blanca. Le 22 avril dernier, les médias espagnols révélaient en effet que le gouvernement de la région de Madrid allait valider une loi appelée « Loi Mbappé ». Et visiblement, cette loi met le FC Barcelone sur les nerfs. Sport assure que ce thème est un sujet de discussion récurrent au sein de la direction blaugrana et que cette dernière serait indignée par ce projet de loi préparé par la communauté autonome de Madrid. Un projet qui rappelle furieusement la fameuse loi Beckham.



En clair, le Barça estime que cette loi sera un handicap supplémentaire pour lui alors que sa situation financière actuelle est déjà un handicap pour lutter avec le rival merengue ainsi que les autres grands d'Europe. Les Culers craignent donc qu'un joueur courtisé par les deux géants d'Espagne préfère choisir la Casa Blanca afin de bénéficier de cette réduction d'impôts. Pour rappel, la loi Mbappé vise à appliquer une baisse d'imposition de 20% pour les travailleurs étrangers venus s'installer et réaliser des investissements dans la région madrilène. Pour mieux comprendre l'affaire, Sport

nous explique que l'IRPF espagnol (l'impôt sur le revenu) est composé en deux parties : une partie nationale, dont le barème par tranche de revenus est valable pour tous les résidents fiscaux espagnols, et une partie qui varie selon la communauté autonome dans laquelle vous vivez. Et à Madrid, le pourcentage de taxe pour un revenu annuel supérieur à 300 000€ annuels est de 20,5%. Un pourcentage qui tomberait à 0,5% avec l'application de la loi Mbappé. Un joli cadeau. Avec footmercato.net

Un handicap de plus pour le Barça

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, le somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
<b>Produits échangés</b>			
<b>1,0 Mds USD de produits exportés en 2020</b>		<b>2,2 Mds USD de produits importés en 2020</b>	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, capsules, capotons et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates ammoniacaux, naturels et crées	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, capsules, capotons et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	3,8	Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans débrayage, sans side-car	3,4
Phosphates de calcium et phosphates ammoniacaux, naturels et crées	3,4	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	3,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	3,3	Coton, non cardé ni peigné	3,2
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	3,3	Huile de pétrole ou de minéraux bitumineux	2,7
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, capsules, capotons et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	3,3	Sty	2,7
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, capsules, capotons et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5



**FORUM INTERNATIONAL DE  
L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE  
ET DE L'INNOVATION (FONI 2024)**  
3<sup>e</sup> édition



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Placé sous le Haut Patronage de son Excellence  
Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,  
Président de la République Togolaise

T H E M E

# INTERMÉDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE, NUMÉRIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE



**16 au 17 MAI 2024**



**À L'HÔTEL 2 FÉVRIER  
LOMÉ/TOGO**



(228) 93 03 36 36  
(228) 97 67 30 30  
(228) 22 20 38 41



INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA  
WWW.FONI.AFRICA



Organisé par



**LE PLUS GRAND HUB FINANCIER  
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

